

L'ESSENTIEL EN BREF

INFORMATIONS ET ARGUMENTS AUTOUR DE L'INITIATIVE 99%

CONTENU

Contexte	1
Que veut l'initiative ?	3
Qu'est-ce qu'un OUI à l'initiative 99% apportera à la Suisse ?	5
Ce que disent les opposant·e-s	6
Liste des sources	9

CONTEXTE

La Suisse est aujourd'hui l'un des pays les plus riches au monde. Au cours des dernières décennies, la prospérité en Suisse s'est largement accrue. Cet accroissement a cependant surtout profité à une petite minorité. Alors qu'en 2003, le 1% le plus riche de la population possédait déjà un bon 36% de la fortune totale en Suisse, leur part est aujourd'hui de plus de 43%¹. Ce sont les 300 personnes les plus riches qui s'en tirent le mieux : leur fortune totale a doublé depuis 2003,² pour atteindre 707 milliards de francs³.

Alors que les riches deviennent toujours plus riches et obtiennent des privilèges inimaginables, l'étau se resserre autour des personnes à faibles et moyens revenus : les primes d'assurance maladie et les loyers en hausse constante engloutissent une part toujours plus grande de leur salaire et de nombreux services publics sont victimes de politiques de démantèlement. Le taux de pauvreté est aussi à la hausse : aujourd'hui, près d'une personne sur dix est touchée par la pauvreté⁴.

1 Calcul propre selon la méthodologie du rapport de distribution de l'USS (2020) sur la base de la statistique du patrimoine des personnes physiques de toute la Suisse (2017) (Données : Administration fédérale des contributions (2020)).

2 swissinfo (2003).

3 SRF (2020).

4 Caritas Schweiz (2020).

L'inégalité des richesses en Suisse se creuse d'année en année, et les portes du club très select des super-riches sont hermétiques. En règle générale, si on fait un jour partie des super-riches, on le reste. 99% des personnes qui faisaient partie des 1% les plus fortunées en 2003 comptaient encore parmi les 10% les plus riches 10 ans après⁵.

Parallèlement, les chances de passer du bas de l'échelle au sommet sont négligeables⁶. En Suisse, une richesse considérable n'est généralement pas le résultat d'un dur labeur, mais plutôt d'importants héritages et de fortunes préexistantes qui croissent de façon autonome. L'un des principaux moteurs de cette évolution sont les revenus du capital, qui remplissent les comptes en banque des plus riches de plusieurs milliards chaque années, sans qu'elles et ils n'aient à lever le petit doigt.

Par revenu du capital, nous entendons tout revenu qui n'est pas généré par le travail salarié, les assurances sociales ou une activité indépendante, mais qui rémunère un investissement en capital. Cela comprend les dividendes, les intérêts, les revenus locatifs et les gains en capital. Les revenus du capital sont toujours des gains qui se font au détriment d'autrui.

C'est par exemple le cas des dividendes : pour pouvoir verser des dividendes, il faut réduire le salaire des personnes qui ont concrètement travaillé à la création de valeur au sein des entreprises. Un coup d'œil sur les 33 plus grosses entreprises cotées en bourse nous donne une idée de la quantité de valeur créée et ensuite dérobée par les revenus du capital : en 2019, plus de 30% de l'argent total versé allait aux actionnaires plutôt qu'aux employé·e·s⁷.

Suivant la Comptabilité nationale (CN), en Suisse, ce sont en moyenne 70 milliards de francs par an qui sont distribués à des particuliers sous forme de revenu du capital⁸. Ce calcul ne tient pas compte des gains en capital, tels que par exemple les profits réalisés sur la vente d'action, ni des revenus locatifs.

Environ 60% de ces milliards vont dans les poches du 1% le plus riche⁹. Les revenus du capital sont donc un moteur continu de la redistribution du bas vers le haut.

Ces dernières années, la concentration des richesses a encore été exacerbées par d'innombrables projets d'allègement fiscaux pour les plus riches, qui coûtent chaque année des milliards au secteur public. Par exemple, des privilèges fiscaux ont été introduits en faveur des actionnaires, dont les dividendes sont aujourd'hui imposées à un taux inférieur à celui du revenu salarial¹⁰. En même temps, les impôts et taxes pesant sur les personnes à faibles et moyens revenus ont augmenté, et la progressivité réelle de l'imposition et des taxes a presque complètement disparu¹¹. Cette évolution n'a rien d'un hasard : une concentration des richesses implique toujours une concentration du pouvoir. Les super-riches peuvent aujourd'hui s'acheter

5 Martínez, I.Z. (2020), p. 41.

6 Martínez, I.Z. (2020), p. 39.

7 UNIA Lohnschere-Studie (2020), p. 6.

8 Office fédéral de la statistique (2020b).

9 Calcul propre basé sur les résultats de la recherche du canton de Berne (notamment Brunner, M. et al. (2020), p. 9f) et sur la répartition de la richesse calculée selon l'AFC (2020) et l'USS (2020).

10 Pour un aperçu détaillé des manques à gagner résultant de la seule réforme de l'impôt sur les sociétés II, voir USS (2016).

11 Lampart, D. / Schüpbach, K. (2020), p. 21.

des médias entiers, des lobbyistes et des campagnes électorales onéreuses, et sont de plus en plus en mesure de façonner les règles du jeu politique à leur guise.

Il nous faut briser ce dangereux cercle vicieux, car la montée des inégalités devient un problème de plus en plus important pour la société dans son ensemble. Non seulement la hausse croissante des inégalités limite le fonctionnement de notre démocratie et augmente la pression sur les faibles et moyens revenus¹², mais elle nuit également au développement économique.

Tandis que les personnes à faibles et moyens revenus dépensent leur argent en consommant et stimulent ainsi l'économie, les super-riches possèdent aujourd'hui plus d'argent qu'on ne pourrait en dépenser dans toute une vie. Cela fait donc des années que les investissements dans l'économie réelle stagnent¹³, et que toujours plus d'argent passe dans la spéculation sur les marchés financiers, augmentant ainsi les risques de crises économiques. Au final, ce sont les 99% et les petites et moyennes entreprises qui en pâtissent.

Avec l'initiative 99%, nous voulons mettre un terme à la dangereuse augmentation des inégalités sociales, et créer plus de justice en rendant l'argent aux 99% qui travaillent chaque jour à la prospérité de notre société.

QUE VEUT L'INITIATIVE ?

L'initiative 99% veut enfin imposer plus fortement les personnes les plus riches de la population, qui touchent des milliards en revenu du capital sans fournir le moindre effort, et à soulager les personnes qui doivent travailler au quotidien pour leur salaire. Pour ce faire, les revenus du capital qui dépassent un certain montant devraient être imposés à hauteur d'une 1,5 fois. Cela concerne particulièrement les dividendes, les bénéfices sur les actions, les intérêts et les revenus locatifs. En revanche, la valeur locative, les rentes et les revenus d'une activité indépendante ne seraient pas touchés par l'imposition plus élevée.

L'initiative ne modifie pas les taux d'imposition actuel, mais uniquement le calcul du revenu imposable. Cela vaut de la même manière pour les communes, les cantons et la Confédération.

Le niveau à partir duquel les revenus du capital seraient imposés 1,5 fois doit être déterminé par le Parlement. Les initié·e·s proposent un montant de 100'000 francs pour les personnes seules. Cela permettrait de ne pas toucher les petit·e·s épargnant·e·s, mais seulement les super-riches qui touchent tellement de revenus du capital qu'elles et ils n'ont pas à travailler.

12 Lampart, D. (2010), p. 10.

13 Office fédéral de la statistique (2020a).

Exemples d'application de l'initiative 99% :

Monsieur S. a investi 170 millions. Il bénéficie d'un rendement annuel de 5.1 millions (3% de rendement). Le revenu du capital qui dépasse 100'000 francs est imposé 1.5 fois grâce à l'initiative 99%, ce qui donne 7.5 millions de francs. Le montant exonéré de 100'000 francs, qui n'est pas touché par l'initiative, est finalement ajouté au calcul. Monsieur S. dispose maintenant d'un revenu imposable de 7.6 millions, contre auparavant 5.1 millions.

Madame K. possède une maison qu'elle loue. Elle en tire 30'000 francs de loyer par an. Madame K. possède également des actions, pour une valeur de 30'000 francs. Celles-ci lui procurent des dividendes, pour un montant de 2'100 francs par an (3% de rendement). Madame K. touche donc un revenu du capital total de 32'100 francs. Ce montant est inférieur au montant exonéré de 100'000 francs, et n'est donc pas affecté par l'initiative

Ainsi, seul le 1% le plus riche de la population serait affectés par une augmentation de l'imposition, car pour toucher 100'000 francs de revenu du capital par année, il faut avoir investi au moins trois millions de francs (en supposant un rendement de 3%).

Il n'y a en Suisse qu'environ 80'000 contribuables qui possèdent une telle fortune - ce qui représente environ 1% de la population¹⁴. L'initiative ne prévoit explicitement aucune hausse de l'imposition pour les entreprises, l'initiative ne touchant que les personnes physique.

L'initiative 99% devrait ainsi générer des recettes fiscales supplémentaires à hauteur d'environ 10 milliards de francs. Les deux tiers de cette somme iraient aux cantons et aux communes, le tiers restant à la Confédération

Les personnes à faibles et moyens revenus devront bénéficier de ces recettes supplémentaires, soit au travers d'allègements fiscaux, soit par des investissements en faveur de la prospérité sociale. Concrètement, l'initiative permettrait par exemple de baisser les primes d'assurance maladie, ou de réaliser des investissements attendus depuis longtemps dans la formation continue, les crèches ou les transports publics. Si les recettes supplémentaires étaient réparties équitablement entre toute la population suisse, cela représenterait annuellement 1170 francs de plus dans le porte-monnaie de chaque personne en Suisse.

Avec l'initiative 99%, l'AVS profiterait également de revenus supplémentaire : les propriétaires d'entreprises peuvent aujourd'hui choisir de se verser leur revenu sous forme de dividendes ou de salaire. La baisse de l'imposition sur les dividendes des grosses actionnaires les ont conduit à choisir principalement la première option. Comme les revenus du capital ne sont pas soumis aux cotisations AVS, contrairement aux revenus salariaux, l'AVS fait chaque année face

¹⁴ Selon les données de la Statistique de la fortune des personnes physiques de toute la Suisse de l'Administration fédérale des contributions (2020), environ 81 730 personnes disposaient d'une fortune nette supérieure à 3 millions de francs en 2017. Cela correspond à 0,96% (c'est-à-dire un peu moins d'un pour cent) de la population résidente permanente de la même année (8 484 130 personnes, selon l'Office fédéral de la statistique). Cependant, comme tous les actifs nets ne sont pas normalement investis, encore moins de personnes sont concernées par l'initiative dans sa mise en œuvre.

à environ 300 à 350 millions de francs de manque à gagner¹⁵. Avec l'initiative 99%, nous supprimerons cette dangereuse incitation, et générerons ainsi des revenus supplémentaires pour l'AVS.

QU'EST-CE QU'UN OUI À L'INITIATIVE 99%

APPORTERA À LA SUISSE ?

PLUS DE JUSTICE !

La prospérité en Suisse est produite par les 99%, qui travaillent chaque jour dans les bureaux, les supermarchés ou les hôpitaux, et non par une poignée de super-riches qui vivent de profits obtenus sans rien faire. Une plus haute imposition des plus riches permettra de rendre l'argent aux véritables acteur*trices de notre société. Car aujourd'hui, le 1% le plus riche possède plus de 42% de la fortune totale en Suisse. L'initiative 99% empêche les profiteur*euses de s'enrichir encore plus via les revenus du capital, alors que les personnes aux faibles et moyens revenus sont soumises à une pression financière permanente. Nous voulons faire cesser cette injustice, et redistribuer l'argent aux personnes qui ont réellement travaillé pour le créer.

UN RENFORCEMENT DE LA DÉMOCRATIE !

Les inégalités sociales menacent de déchirer notre société. Les super-riches s'achètent des médias entiers, et influencent la politique par le lobbying et des campagnes électorales de luxe. Il en résulte un rapport de pouvoir déséquilibré au détriment des 99%. Cela met également en péril le vivre-ensemble : avec la hausse des inégalités, les conditions de vie physiques et mentales des personnes empirent, ce qui fait augmenter la criminalité et la violence. En outre, en raison du déséquilibre du pouvoir politique, de plus en plus de personnes perdent confiance en la politique et renoncent à y participer. Pour mettre fin à cette tendance antidémocratique, nous devons stopper l'augmentation des inégalités, et rendre enfin leur voix aux 99%.

UN SERVICE PUBLIC FORT ET UN ALLÈGEMENT DES SALAIRES !

Les loyers et les primes d'assurance maladie en hausse engloutissent une part toujours plus importante du revenu des personnes, tandis que des coupes massives se sont faites dans les cantons dans la formation, les transports publics et la santé ces dernières années. Les personnes à faibles et moyens revenus dépensent aujourd'hui environ 40% de leur revenu dans les impôts, les primes d'assurance maladie et les assurances sociales - presque autant que les personnes à très haut revenu, qui y consacrent environ 45% de leur revenu¹⁶. Il ne reste donc pas grand-chose de la tant vantée progressivité de l'impôt.

15 USS (2016), p. 5.

16 Lampart, D. / Schüpbach, K. (2020), p. 21.

L'initiative 99% soulage la population active par des baisses d'impôts et permet un renforcement du service public, par exemple à travers des réductions des primes les plus élevées, des investissements dans les crèches, ou un développement des transports publics.

MOINS DE CRISES AUX DÉPENDS DES 99% !

Avec l'augmentation des inégalités de richesse, c'est notre système économique même qui menace de s'effondrer. La concentration de la richesse entre les mains d'une petite minorité favorise les crises économiques, tandis que le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population diminue. Ce sont les 99% et les petites entreprises qui en pâtissent.

Même des organisations internationales telles que le Fond monétaire international (FMI), l'OCDE et la Banque mondiale mettent désormais en garde contre les dangers de l'accroissement des inégalités. Une étude du FMI conclut qu'une réduction des inégalités et une redistribution plus importante favoriseraient le développement économique.¹⁷

UN PAS VERS UN AVENIR FÉMINISTE !

En Suisse, les femmes accomplissent aujourd'hui encore deux fois plus de travail non rémunéré dans le ménage, et touchent un salaire plus faible pour le même travail. Cet énorme travail est pourtant à peine valorisé et les femmes doivent souvent accepter de lourdes pertes économiques, car la charge du travail de care les contraint à travailler à temps partiel. Les inégalités salariales et le travail domestique non rémunéré ont pour conséquence que les femmes gagnent aujourd'hui en Suisse environ 108 milliards de francs de moins que les hommes¹⁸, malgré une charge de travail identique. Les femmes sont donc surreprésentées parmi les personnes à faibles revenus : la pauvreté en Suisse est essentiellement féminine. Avec l'initiative 99%, nous permettons un développement des services publics et un soulagement de l'imposition des plus faibles salaires, ce qui profite en particulier aux femmes.

CE QUE DISENT LES OPPOSANT·E·S

« TOU·TE·S LES RICHES VONT S'EN ALLER »

Plusieurs études¹⁹ l'ont montré, de même que l'expérience passée : les cantons ne tirent généralement pas de bénéfices d'une baisse de l'impôt sur le revenu. Les pertes de revenu fiscal des personnes vivant déjà sur le canton pèsent généralement plus lourd dans la balance que les quelques riches qui s'y installent. En outre, la mobilité fiscale des plus riches est bien plus élevée

17 Ostry, J.D. et al. (2014), p. 25.

18 Wehrli, K. (2019).

19 Pour un aperçu de l'état actuel de la recherche, voir Martínez, I. (2021), p. 33.

entre les cantons suisses qu'avec d'autres pays²⁰. L'initiative 99% conduirait à une hausse de l'imposition dans tous les cantons. Les super-riches ne pourraient donc pas simplement aller se domicilier dans un autre canton pour échapper aux impôts. En outre, même si l'initiative 99% était adoptée, la Suisse resterait un lieu de résidence à faible imposition pour les super-riches, et offre d'autres avantages de poids comme des infrastructures bien développées, une grande stabilité politique et une bonne sécurité.

Pour nous, une chose encore est claire : nous ne voulons plus tolérer le chantage des super-riches qui menacent de se délocaliser. Dans une démocratie, toutes les voix doivent avoir le même poids.

« L'INITIATIVE NUIT AUX PME ET COMPLIQUE

LES TRANSMISSIONS D'ENTREPRISES »

L'initiative n'impose pas les entreprises, mais bien le 1% le plus riche des contribuables (personnes physiques). L'initiative n'entraîne donc aucune charge plus importante pour les PME. Au contraire, l'initiative 99% renforce les PME : la redistribution de la richesse créée en commun mène à une augmentation du pouvoir d'achat de la population, dont profitent tout particulièrement les entreprises implantées localement comme les restaurants ou les salons de coiffure. Par exemple, les ménages aux revenus les plus faibles consacrent 88% de chaque franc supplémentaire à la consommation, contre seulement 42% pour les ménages les plus riches²¹.

La majorité des propriétaires de PME n'est pas non plus touchée par la hausse de l'imposition des dividendes : 56% des entreprises en Suisse ne paient pas d'impôts sur les bénéfices des sociétés²². Ces entreprises ne réalisent donc aucun bénéfice qu'elles pourraient distribuer sous une quelconque forme de revenus du capital. En outre, 34% des entreprises paient des impôts de 10'000 francs tout au plus. Leurs propriétaires dépassent donc rarement le seuil de 100'000 francs de revenus du capital. Pour les quelques propriétaires de PME qui touchent plus de revenu du capital, il est juste et important que ces sommes importantes soient équitablement imposées avec l'initiative 99%.

Les opposant·e-s à l'initiative 99% affirment également que l'imposition des gains en capital obligerait les propriétaires d'entreprises à vendre leurs entreprises plus cher pour payer leurs impôts, et que cela serait un obstacle au succès de vente ou de transfert d'entreprise. La réalité nous offre une autre image : la majorité des pays de l'UE possède déjà un impôt sur le gain en capital, sans que de tels scénarios catastrophes se soient réalisés.

« CE SONT LES PERSONNES À FAIBLES REVENUS QUI VONT EN SOUFFRIR »

L'idée qu'une faible imposition des plus riches garantit la prospérité pour tout le monde a largement été réfutée par de nombreuses études. Les baisses d'impôts pour le 1% le plus riche conduisent à une hausse significative des inégalités, mais n'ont aucun effet positif sur le PIB

20 Brülhart, M. / Parchet, R. (2014).

21 Office fédéral de la statistique (2019).

22 Schäfer, F. (2015).

ou le chômage²³. Imposer faiblement les riches profite aux riches, et à personne d'autre. Rien ne prouve que les bas revenus auraient à souffrir d'une augmentation de l'imposition des plus riches, au contraire : avec l'initiative 99%, nous créons la possibilité d'alléger fiscalement les faibles et moyens revenus, et de renforcer le service public au profit des 99%.

« L'INITIATIVE DÉTRUIT LA SCÈNE DES START-UP EN SUISSE »

Les opposant·e·s à l'initiative 99% affirment que les fondatrice·eurs de start-ups n'oseront plus en fonder en Suisse, par peur d'une hausse d'impôts. Cette idée est contredite par des enquêtes menées auprès des entreprises, et tout particulièrement des fondatrice·eurs de start-ups. Il y apparaît que l'imposition n'est pas un facteur important dans le choix de la localisation. Les critères sont plutôt la proximité avec les amies et la famille, la qualité de vie du lieu où est basée l'entreprise, la facilité pour trouver du personnel qualifié et de bonnes liaisons de transports avec l'extérieur²⁴. Beaucoup de ces facteurs gagneraient à un renforcement du service public tel que l'initiative 99% le propose.

Si nous considérons la liste des start-ups les plus populaires d'Europe, la tendance se confirme. Les trois lieux les plus populaires pour s'établir sont Londres, Tel-Aviv et Stockholm : ces trois villes se trouvent dans des pays qui connaissent un impôt sur les gains en capital. Leur popularité auprès des créateur·trices de start-ups ne semble pas souffrir de l'imposition.

« UNE HAUSSE DES IMPÔTS FREINE LES INVESTISSEMENTS »

Nos opposant·e·s affirment qu'avec un taux d'imposition plus élevés, les actionnaires devront se verser plus de dividendes pour conserver leur rendement et pouvoir payer les impôts. Cet argent manquera donc à l'économie, ce qui freinera l'investissement. Cette affirmation peut être réfutée de deux manières.

Au cours des dernières décennies, l'impôt sur les entreprises et l'impôt sur le capital ont été réduits à plusieurs reprises, voire supprimés. Malgré tous ces cadeaux fiscaux, le taux d'investissement est resté le même²⁵. Des études sur les réformes de l'imposition sur le revenu du capital aux États-Unis²⁶ et en Suède²⁷ parviennent à des conclusions similaires : l'effet de l'imposition sur le revenu du capital sur le niveau d'investissement est négligeable d'un point de vue macroéconomique. Les pertes résultant des réformes fiscales des dernières décennies n'ont pas été injectées dans l'économie réelle comme promis, mais directement dans les poches du 1% le plus riche. Une grande partie de cet argent est utilisée pour faire de la spéculation sur les marchés financiers, ce qui ne crée pas de valeur, mais rend notre système économique plus vulnérable aux crises. En revanche, l'imposition plus élevée des gains en capital et des dividendes incite à maintenir la valeur dans les entreprises, et donc à réaliser des investissements et à créer des emplois.

23 Hope, D. / Limberg, J. (2020), p. 21.

24 Zürcher, B. (2010), p. 12.

25 Office fédéral de la statistique (2020a).

26 Yagan, D. (2015), p. 15.

27 Alstadsæter, A. et al. (2017), p. 75.

LISTE DES SOURCES

- Alstadsæter, A. et al. (2017): Do dividend taxes affect corporate investment? In: Journal of Public Economics 151, 74–83. DOI: 10.1016/j.jpubeco.2015.05.001.
- Brühlhart, M. / Parchet, R. (2014): Erbschaftssteuern und Mobilität der Steuerzahler. In: Die Volkswirtschaft - Plattform für Wirtschaftspolitik.
- Brunner, M. et al. (2020): Heterogeneity in Returns to Wealth - Evidence from Swiss Administrative Data. In: SSRN Electronic Journal. DOI: 10.2139/ssrn.3743616.
- Bundesamt für Statistik (2019): Haushaltseinkommen und -ausgaben (sämtliche Tabellen der Jahre 2015-2017).
- Bundesamt für Statistik (2020a): Investitionsquote. In: VGR 2020 - Wohlfahrtsmessung - Auswirkungen auf Bestände.
- Bundesamt für Statistik (2020b): Kontensequenz | VGR 2019. In: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung VGR.
- Caritas Schweiz (2020): Armut in der Schweiz.
- Eidgenössische Steuerverwaltung: Gesamtschweizerische Vermögensstatistik der natürlichen Personen (2017). In: 2020.
- Hope, D. / Limberg, J. (2020): The Economic Consequences of Major Tax Cuts for the Rich.
- Lampart, D. (2010): Massnahmen zur Stärkung der Kaufkraft-Auswirkungen auf die Schweizer Konjunktur.
- Lampart, D. / Schüpbach, K. (2020): Verteilungsbericht 2020.
- Martínez, I. (2021): Beggar-Thy-Neighbour Tax Cuts: Mobility After a Local Income and Wealth Tax Reform in Switzerland. DOI: 10.3929/ethz-b-000463387.
- Martínez, I.Z. (2020): In It Together? Inequality and the Joint Distribution of Income and Wealth in Switzerland - Alexandria. Washington, DC.
- Ostry, J.D. et al. (2014): Redistribution, Inequality, and Growth.
- Schäfer, F. (2015): Mehr als die Hälfte aller Firmen zahlt keine Steuern. In: Tages-Anzeiger.
- SGB (2016): Steuerausfälle der Unternehmenssteuerreform II: Schätzung. Bern.
- SRF (2020): «Bilanz»-Ranking - Das sind die reichsten Menschen der Schweiz. In: Schweizer Radio Fernsehen SRF - News.
- swissinfo (2003): 300 Reichste der Schweiz wurden wieder reicher - SWI swissinfo.ch. In: swissinfo.ch.
- UNIA (2020): Lohnschere-Studie 2020.
- Wehrli, K. (2019): «Es wäre ein riesiger Befreiungsschlag» - moneta - Magazin für Geld und Geist. In: moneta.
- Yagan, D. (2015): Capital Tax Reform and the Real Economy: The Effects of the 2003 Dividend Tax Cut.
- Zürcher, B. (2010): CEO-Umfrage zur Standortqualität in der Schweiz.